# Introduction

Lors de sa 3303e séance, le 24 mai 2016, la Commission du droit international a prié le Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies de préparer une étude sur les moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier afin de faire le point sur l’état actuel de cette documentation et de formuler des propositions en vue de l’améliorer.

Ce projet se rattache aux travaux de la Commission sur la détermination du droit international coutumier. En août 2016, la Commission a adopté à titre provisoire, en première lecture, un ensemble complet de seize projets de conclusions, qui figure au chapitre V de son rapport de 2016 à l’Assemblée générale ([A/71/10](http://undocs.org/A/71/10)) et dont on trouvera un exemplaire ci-joint.

Le présent questionnaire vise à recueillir des informations auprès de votre Gouvernement à ce sujet. L’objectif est de recenser les sources d’information sur la pratique des États qui sont accessibles au public et de recueillir toutes données relatives aux informations qui ne sont pas encore publiques mais qui pourraient le devenir si les ressources voulues y étaient consacrées. Toute réponse, même succincte, serait utile; la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques de l’Organisation des Nations Unies effectuera un suivi en cas de besoin.

Aux fins de ce questionnaire, on entend par la « publication » d’informations par votre Gouvernement toutes les formes de diffusion, y compris les sites Web, les bases de données numériques, les publications imprimées et les supports audiovisuels. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir fournir l’intégralité des renseignements bibliographiques et de préciser les méthodes de diffusion ainsi que les langues dans lesquelles ces publications sont établies. Il serait également utile d’indiquer les publications qui sont en cours d’élaboration.

Le questionnaire rempli doit être soumis par voie électronique à David Nanopoulos (nanopoulosd@un.org) et à Judith Maclang-Violago (maclang@un.org) avant le **1er mai 2017**. Des versions imprimées peuvent être adressées au Siège de l’Organisation des Nations Unies, à l’attention de la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques, à l’adresse suivante : Secretariat of the International Law Commission, 405 East 42nd Street, Room DC2-0566, New York, NY 10017, États-Unis d’Amérique.

Une version électronique du questionnaire est disponible à l’adresse <http://legal.un.org/ilc/>.

# Gouvernement concerné et personne à contacter

**Gouvernement concerné**

**Nom de la personne à contacter, fonction et titre**

**Adresse électronique et numéro de téléphone**

# Questionnaire

## Recueils et archives d’État

**Votre Gouvernement publie-t-il un recueil de la pratique de l’État en matière de droit international?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, à quelle fréquence?**

**Quel est le titre de la publication, et comment peut-on y accéder (veuillez inclure le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance d’autres entités publiant un tel recueil (maisons d’édition privées, établissements universitaires ou d’autres organes non officiels par exemple)?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Les archives d’État sont-elles ouvertes au public?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Existe-t-il une politique ou une procédure d’accès à l’information?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on la consulter?**

## Actes et correspondance diplomatiques

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations concernant ses actes et sa correspondance diplomatiques?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance d’autres entités publiant de telles informations (maisons d’édition privées, établissements universitaires ou autres organes non officiels, par exemple)?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

## Organisations internationales et conférences intergouvernementales

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations sur sa conduite concernant les résolutions adoptées par des organisations régionales ou internationales ou lors de conférences intergouvernementales, y compris les actes qui se rapportent à la négociation, à l’adoption et à l’application des résolutions, décisions et autres instruments?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement sait-il si d’autres entités publient de telles informations?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations concernant les décisions, règlements, directives ou autres mesures législatives ou administratives émanant des organisations régionales ou internationales dont votre État est membre?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement sait-il si d’autres entités publient de telles informations?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

## Traités

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations sur sa conduite relative aux traités?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance d’autres entités publiant de telles informations?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités ?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations concernant les traités dont il est le dépositaire?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement sait-il si d’autres entités publient de telles informations?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

## Conduite du pouvoir exécutif

Aux fins du présent questionnaire, l’expression « conduite du pouvoir exécutif » englobe les éléments suivants :

* + 1. ordonnances, décrets et autres mesures;
		2. déclarations officielles sur le plan international;
		3. déclarations officielles faites devant un organe législatif national, comme un Parlement ou une Assemblée;
		4. déclarations officielles à l’intention des médias;
		5. publications officielles, c’est-à-dire documents publiés au nom de l’État, comme des manuels militaires et des cartes officielles;
		6. procédures devant des juridictions nationales;
		7. procédures devant des juridictions compétentes au niveau sous-régional, régional ou international;
		8. avis émanant des conseillers juridiques du gouvernement;
		9. autres actes accomplis par le pouvoir exécutif.

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations officielles sur la conduite du pouvoir exécutif?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement publie-t-il séparément les informations relatives à la conduite du pouvoir exécutif pour ce qui est, en particulier, des questions de droit international?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement sait-il si d’autres entités publient des informations sur la conduite du pouvoir exécutif?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement publie-t-il des informations sur la pratique de l’État vue sous l’angle opérationnel, c’est-à-dire « sur le terrain », notamment les opérations liées au maintien de l’ordre et à la saisie de biens, ainsi que les activités sur le champ de bataille ou d’autres activités militaires?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement sait-il si d’autres entités publient de telles informations?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

## Conduite du pouvoir législatif

**Votre État publie-t-il des informations concernant ses actes législatifs, tels que des lois, règlementations et décret législatif?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre État consacre-t-il une publication distincte aux informations relatives à ses actes législatifs en matière de droit international?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement sait-il si d’autres entités publient des informations sur les actes du pouvoir législatif de l’État?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre État publie-t-il des informations relatives aux réunions de ses organes législatifs, tels que des registres, comptes rendus, rapports ou archives parlementaires?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre État consacre-t-il une publication à part aux informations relatives aux réunions de ses organes législatifs portant en particulier sur des questions de droit international, tels que des registres, comptes rendus, rapports ou archives parlementaires?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance d’autres entités publiant des informations sur les réunions des organes législatifs?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

## Actes judiciaires

**Votre État publie-t-il les ordonnances, jugements ou autres décisions rendus par ses tribunaux nationaux?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**L’État publie-t-il séparément les ordonnances, jugements et autres décisions rendus par ses tribunaux nationaux spécifiquement en matière de droit international?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder?**

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance d’autres entités publiant des informations sur les ordonnances, jugements et autres décisions de ses tribunaux nationaux?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

**Votre État publie-t-il des informations relatives aux ordonnances, aux jugements et aux autres décisions des juridictions internationales, régionales ou sous-régionales?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, comment peut-on y accéder (veuillez inclure le ou les titres, ISBN, ISSN et/ou URL)?**

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance d’autres entités publiant de telles informations?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces entités?**

**Comment peut-on accéder à ces documents (veuillez inclure le ou les titres, le numéro ISBN ou ISSN et/ou l’URL)?**

## Enseignement

**Votre Gouvernement a-t-il connaissance de revues juridiques ou d’autres publications académiques de droit international publiées dans votre pays, qui font état de la pratique de État?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, veuillez les énumérer.**

**Votre Gouvernement sait-il si des ressources audiovisuelles en droit international existent dans votre pays?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces ressources?**

**Comment peut-on accéder à ces documents?**

## Publications des Nations Unies

**Votre Gouvernement contribue-t-il à l’*Annuaire juridique des Nations Unies*?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Votre Gouvernement contribue-t-il à la *Série législative des Nations Unies*?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Votre Gouvernement contribue-t-il à d’autres publications des Nations Unies sur la pratique dans le domaine du droit international, par exemple en ce qui concerne le droit de la mer?**

Oui [ ]  Non [ ]  sans objet [ ]

**Dans l’affirmative, quelles sont ces publications?**

## Autres informations et plans pour l’avenir

**Votre Gouvernement a-t-il d’autres renseignements sur les sources d’informations relatives à la pratique de votre État disponibles?**

**Votre Gouvernement envisage-t-il de publier, à l’avenir, les informations visées dans les questions ci-dessus qui ne sont actuellement pas disponibles?**